

PERVENCHE BERÈS, députée européenne, présidente de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen



D.R.

Faut-il renoncer à l'euro ?

La monnaie unique est-elle un atout ou un handicap pour les Européens ? Son avenir est-il compromis et sa disparition souhaitable ? Les points de vue contrastés de Pervenche Berès et Jacques Sapir.

JACQUES SAPIR*, économiste, directeur d'études à l'EHESS



D.R.

* Auteur de *Faut-il sortir de l'euro ?*, Le Seuil, 2012.

Jacques Sapir, vous appelez les Européens à se défaire de l'euro, d'abord parce que vous dressez un bilan sévère de la monnaie unique...

Jacques Sapir : Il est clair que l'euro, dans les conditions où il a été créé, n'a pas été positif pour la majorité des pays de la zone. La France et l'Italie, par exemple, ont connu une croissance nettement inférieure à leur potentiel, largement à cause de la surévaluation de l'euro à partir de 2002-2003. Par ailleurs, l'euro a favorisé des taux d'intérêt très bas qui, dans certains pays, n'étaient pas justifiés : il n'était pas normal par exemple que la Grèce emprunte aux mêmes taux que l'Allemagne. Cela a conduit à une montée de

l'endettement qui s'est révélée catastrophique.

Troisième point, l'euro n'a pas eu les conséquences structurelles qu'on en attendait. Il n'a engendré ni convergence des économies ni intégration commerciale plus poussée. Des pays extérieurs à la zone euro y sont plus intégrés par leurs échanges commerciaux que certains Etats ayant adopté la monnaie unique. L'intégration des économies est finalement plus liée à des structures industrielles qu'à des structures monétaires. Enfin, l'euro a accéléré la désindustrialisation

« L'euro a accéléré la désindustrialisation dans les pays du sud de l'Europe » Jacques Sapir

Athènes. L'euro a favorisé des taux d'intérêt très bas qui, comme en Grèce, ont favorisé un excès d'endettement.

lisation dans les pays du sud de l'Europe. Le seul pays pour lequel le bilan de l'euro a été positif, c'est l'Allemagne, qui fait aujourd'hui la très grande majorité de son excédent commercial avec les pays de la zone euro.

Pervenche Berès : Je suis en partie d'accord avec votre diagnostic, mais je n'en tire pas les mêmes conclusions. Au fond, nous étions conscients depuis longtemps du déséquilibre entre les deux piliers de l'union économique et monétaire. La France n'a cessé de dire que le passage à la monnaie unique devait s'accompagner d'autres mécanismes d'intégration, en matière fiscale ou de coordination des politiques économiques. Elle a toujours plaidé pour un « gouvernement économique » de la zone, mais cela n'est jamais allé au-delà des mots. La crise a révélé cet inachèvement de manière explosive. Le pacte de stabilité était en réalité un « tigre de papier » qui n'obligeait pas les Etats à corriger les déséquilibres d'origine privée. La Banque centrale européenne (BCE) n'a pas non plus exercé pleinement son rôle en laissant par exemple se développer la bulle immobilière en Espagne. Sur la question industrielle, nous n'avions aucune prise pour corriger les différentiels de compétitivité qui s'accumulaient. Le phénomène de concentration des activités productives que favo-



rise une union monétaire a été clairement sous-estimé, alors qu'il était bien repéré dans la littérature économique. Il a fallu attendre 2008, avec le rapport de la Commission sur les dix ans de l'euro, pour qu'on admette le problème de désindustrialisation du Sud.

Il y a malgré tout un point positif que vous ne mentionnez pas, c'est le développement du commerce interne à la zone grâce à la stabilité monétaire apportée par l'euro, avec la fin des dévaluations compétitives, et avec le reste du monde. La monnaie unique crée la possibilité d'engager un dialogue entre grands espaces économiques – mais je reconnais que pour le moment, nous n'en avons pas fait assez dans ce domaine.

J. S. : L'euro n'a pas empêché les dévaluations compétitives ! C'est très exactement ce que l'Allemagne a fait entre 2002 et 2004 avec les réformes Hartz : elle a procédé à une dévaluation interne non coopérative ! Résultat : alors que le pays était en déficit commercial en 2000, son excédent a gonflé de façon fantastique jusqu'à atteindre 7,5 % en 2007 ! Comment espérer qu'une zone monétaire survive quand un pays accumule autant d'excédent ?

P. B. : Je suis d'accord : l'Allemagne est le pays qui a le plus bénéficié de l'euro. Mais le tort est de l'avoir laissée seule mettre en œuvre ce mécanisme de dévaluation compétitive interne. Cela n'invalide pas l'euro en tant que tel...

Il faut maintenant poser sur la table clairement le bilan de l'euro avec ses gagnants et ses perdants. Il est difficile de demander à une Allemagne qui fait aujourd'hui figure de bon élève de changer. Mais elle bénéficie de cette position en partie au détriment des autres. C'est cela qu'il faut pouvoir corriger.

Peut-on raisonnablement espérer créer à l'avenir les conditions d'un fonctionnement satisfaisant de la zone euro ?

J. S. : Le temps n'est plus aux paris mais aux réalités. Le problème fondamental de l'euro c'est qu'il impose une politique monétaire unique à des économies très hétérogènes. Pire, la monnaie unique n'a fait qu'aggraver ces hétérogénéités,



Davide Monteleone - Contrasto/Rea

parce qu'il n'y a pas de mécanismes de transferts suffisants à l'intérieur de la zone. Et je pense qu'il ne peut pas y en avoir. Pour que la zone euro soit viable, il faudrait transférer chaque année aux pays en difficulté une somme de l'ordre au minimum de 250 milliards d'euros, pour une durée de dix ans au moins. Cette somme correspond aux dépenses requises pour combler le retard de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie en matière de recherche et développement, d'enseignement secondaire et supérieur et pour soutenir leur demande. Patrick Artus [économiste en chef de Natixis] évalue, lui, les transferts nécessaires à 320 milliards d'euros par an. Or, qui pourrait contribuer ? Essentiellement l'Allemagne, la Finlande, l'Autriche et les Pays-Bas. Compte tenu de son poids économique, ces sommes seraient donc à 85 % à la charge de l'Allemagne. Cela représente 8 % de son produit intérieur brut (PIB) : c'est absolument inacceptable pour les Allemands. On ne peut pas leur demander un tel effort, notamment parce que leur population est en train de baisser. Ils ont besoin de placer cet argent pour faire face au vieillissement.

P. B. : Vous avez raison de souligner l'importance de la démographie alle-

Slovaquie.

« Le problème fondamental de l'euro, c'est qu'il impose une politique monétaire unique à des économies très hétérogènes », selon Jacques Sapir.

mande, qui est un aspect trop souvent oublié en France. Mais je pense au contraire que la perspective de devoir financer le vieillissement de sa population interdit à l'Allemagne d'envisager la solution de l'éclatement. Car la constitution de sa « cagnotte » repose sur la pérennité de la zone euro. La chancelière Merkel a compris qu'il y a un prix à payer pour le maintien de l'euro, et même si elle le paie à reculons, elle finit par le faire.

J. S. : On pense que parce que les Allemands ont commencé à payer, ils vont continuer. Mais il y a une rupture qualitative. L'Allemagne est prête à contribuer à la stabilisation financière de la zone euro, pour un coût qui devrait être de l'ordre de 2 % à 3 % de son PIB. C'est encore tolérable. Mais la stabilisation économique, autrement dit le rétablissement de la compétitivité des pays du sud de la zone, exige des sommes trois fois supérieures. C'est inenvisageable pour les dirigeants allemands. D'où la situation actuelle dans laquelle, en échange de sa contribution à la stabilisation financière, l'Allemagne demande aux pays en difficulté une austérité démentielle, qui va produire des conséquences politiques déléteres.

J'en conclus que les conditions pour que la zone euro soit viable ne sont pas et ne seront pas remplies dans le futur. Nous irons donc nécessairement vers un éclatement. Ne pas le voir, c'est rester dans un déni de la réalité.

“ La chancelière Merkel a compris qu'il y a un prix à payer pour le maintien de l'euro ”

Pervenche Berès

Faut-il alors envisager la fin de l'euro ? Peut-on le faire sans mettre en danger le projet européen tout entier ?

P. B. : Je pense que l'éclatement de la zone euro conduirait immédiatement à l'éclatement du marché intérieur et au rétablissement des barrières protectionnistes entre les pays de la zone. Les conséquences politiques en seraient explosives, sans doute bien plus que celles des politiques d'austérité actuelles. Il y a bien un risque de destruction de l'Europe. C'est pourquoi il faut résister à un éclatement de la zone euro. Et tout faire pour établir les conditions d'un bon fonctionnement de la monnaie unique.

J. S. : Je ne prône pas l'éclatement de la zone euro, mais sa dissolution concertée. Mieux vaut prendre les devants pour éviter un éclatement désordonné de la zone qui serait – je suis d'accord avec vous là-dessus – la pire des solutions. C'est à la zone euro de décider qu'elle met fin à cette expérience et qu'elle se dote d'instruments plus souples permettant de coordonner les mouvements de taux de change. On sait faire fonctionner un système de taux de change fixes, calculés et révisés en fonction de paramètres économiques. Ce système a fonctionné en Europe entre 1949 et 1957 dans le cadre de l'Union européenne des paiements. Cela suppose de bloquer la circulation de capitaux à très court terme, qui n'a aucune raison d'être économique. Se pose aussi la question d'une monnaie, non pas unique mais commune, qui servirait de sas entre l'ex-zone-euro et le reste du monde.

Que deviendraient les dettes en euro ?

J. S. : Elles seraient relibellées en monnaie nationale. C'est ce qui s'est passé lors de toutes les dissolutions d'unions monétaires – l'union monétaire scandinave, le démantèlement de l'Autriche-Hongrie, la scission de la Tchécoslovaquie. Et l'impact sur les systèmes bancaires ne serait pas aussi important qu'on le croit. C'est sans doute pour l'Allemagne que le choc serait le plus rude, avec une perte de



Stefan Volk - Laifréa

l'ordre de 25 milliards d'euros. Mais on peut très bien imaginer d'utiliser une partie de l'argent du Mécanisme européen de stabilité (MES) dans le cadre de l'Union bancaire que l'on est en train de mettre en place pour amortir ce choc.

P. B. : Je crois que cette dissolution coordonnée que vous proposez est un raisonnement académique, dont je ne perçois pas du tout les conditions de faisabilité politique.

“ L'éclatement de la zone euro conduirait immédiatement à l'éclatement du marché intérieur ”

Pervenche Berès

Quelqu'un, à la direction générale d'Ecofin ou à Berlin, doit dire : on s'est trompé, la stratégie punitive adoptée envers les pays en difficulté n'est pas la bonne. A court terme, il est vrai que l'horizon politique est un peu bouché par les élections en Allemagne [en septembre 2013].

Mais vous parlez du coût pour l'Allemagne comme d'un obstacle rédhibitoire. Je voudrais préciser deux choses. Tout d'abord, ce coût est important aussi parce qu'on a voulu résoudre la crise financière en mettant en place le Fonds européen de stabilité financière (FESF), faute de pouvoir demander à la BCE d'acheter de la dette publique, comme l'ont fait toutes les banques centrales

“ Je ne prône pas l'éclatement de la zone euro, mais sa dissolution concertée ”

Port de Hambourg (Allemagne). Pour Pervenche Berès, l'Allemagne est le pays qui a le plus bénéficié de l'euro.

Jacques Sapir

des grands pays. En outre, en ce qui concerne les moyens nécessaires pour alimenter un budget de la zone euro, la proposition de taxe sur les transactions financières que nous faisons aurait le double avantage de décourager les mouvements de capitaux à court terme et de dégager des ressources pour financer des politiques. Une taxe de 0,5 % à l'échelle de l'Union européenne rapporterait en effet 200 milliards d'euros. Les ordres de grandeur sont les bons. Car une monnaie unique appelle un budget fédéral significatif qui permette des transferts et des interventions contracycliques.

Par ailleurs, il faut remettre sur la table la question de l'harmonisation fiscale et des minima sociaux. La question de l'égalité des droits [sociaux] commence à être identifiée comme un vrai sujet, en lien avec l'enjeu de la mobilité des travailleurs. Pour autant, je ne pense pas que le fait que les jeunes Portugais privés de travail aillent s'employer en Allemagne puisse être considéré comme une solution à la crise. Il faut au contraire repenser la politique industrielle en faisant de la question de la localisation des emplois la priorité. Les nouvelles technologies offrent dans ce domaine de réelles opportunités qu'il faudrait mieux exploiter. Dernier combat, l'évasion fiscale... Sur la plupart de ces questions, je ne crois pas que les seuls obstacles viennent des Britanniques. C'est en progressant sur la voie de l'intégration solidaire que nous pourrions relever ces défis. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR SANDRA MOATTI